

Élections CNU 2007

Pour défendre l'université de service public, promouvoir l'unité des missions diversifiées d'enseignement supérieur et de recherche et en leur sein le statut d'enseignant chercheur, votre déroulement de carrière : VOTEZ SNESUP

À partir du 17 septembre, vous allez élire vos représentants au Conseil National des Universités (CNU). Il s'agit d'un vote par correspondance qui doit parvenir au Ministère au plus tard le 16 octobre à 12 heures.

L'enseignement supérieur est dans la tourmente d'une loi « autonomie renforcée » qui vise à faire exploser les cadrages nationaux des formations, des missions des établissements, des statuts et conditions de travail des enseignants-chercheurs. Ces dispositions aggravent les effets du pacte recherche (avril 2006) qui a mis en place l'Agence de l'Évaluation et de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES) dirigée exclusivement par des personnes nommées. Le SNESUP, ses élus s'opposent à ces logiques ; ils se sont mobilisés pour défendre, au sein des sections du CNU, dans la CP-CNU et au-delà, la conception « service public » de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour faire entendre les revendications en matière d'emploi, de recrutement, de carrières.

Une composition plurielle des listes SNESUP

Le SNESUP propose à votre suffrage des listes plurielles qui couvrent les différents champs de recherche, thématiques et écoles de pensée. Implication militante, féminisation et présence de toutes les générations sont des critères que le SNESUP revendique. Répartition géographique des lieux d'exercice et relève conséquente dans les candidatures afin de permettre une meilleure prise en compte des réalités du terrain et un renouvellement des débats tout en préservant la mémoire du CNU grâce aux candidats élus sortants qui se représentent. Les candidats proposés ou soutenus par le SNESUP défendront avec fermeté vos revendications générales et vos dossiers individuels.

Un fonctionnement transparent et démocratique

Voter pour les listes SNESUP, c'est faire le choix que toutes les missions du statut d'enseignant chercheur soient reconnues : recherche envisagée dans la pluralité de ses formes et de ses écoles de pensée ; enseignement et responsabilités collectives à tous les niveaux, qu'elles soient scientifiques, pédagogiques ou administratives. Les élus présentés ou soutenus par le SNESUP veilleront à ce que les conditions particulières rencontrées par les candidats pour leurs diverses activités, notamment dans les établissements délocalisés, les IUP, IUT et IUFM soient prises en compte. Ils feront en sorte que les règles de l'éthique soient respectées. Enfin, ils s'attacheront à la défense des disciplines et axes disciplinaires remis en cause par des décisions politiques fondées sur l'utilitarisme des formations et la gestion de la pénurie tout en veillant aux nécessaires ouvertures et évolutions des disciplines.

Les élus examineront les candidatures à la qualification en fonction de leurs seuls travaux et activités, sans que la décision soit subordonnée au nombre d'emplois mis au concours.

Ils agiront pour que les promotions accordées par le CNU soient réellement permises à tout collègue assurant normalement ses missions, pour qu'elles aient un impact maximal sur la rémunération et la retraite des intéressés. Ils veilleront à s'opposer à l'autopromotion abusive des membres de la section. Ils œuvreront pour que les activités professionnelles antérieures au recrutement des enseignants chercheurs soient prises en compte dans le déroulement de leur carrière. Le SNESUP réclame une augmentation du nombre de Congés pour Recherche et Conversions Thématiques.

Les élus proposeront la mise en débat des critères d'appréciation des dossiers et les feront connaître dans leur section. Ils seront à la disposition des candidats pour des conseils et des informations dans le respect de la confidentialité des débats. Ils communiqueront les résultats des sessions de promotion et rédigeront des comptes rendus.

CNU Section 04 Science politique

Liste « Défendons la science politique »

Soutenue par le SNESup

Profession de foi

La Science politique est une discipline plurielle tant du point de vue de ses champs de recherche que des sites où elle est enseignée ; les candidats de cette liste en témoignent.

En dépit de la richesse de la discipline, attestée par l'importance et la diversité de la production des jeunes docteurs, quelles que soient les écoles de pensée dont ils se réclament, et des besoins d'encadrement qu'exige la formation d'étudiants fort nombreux, l'accès au corps enseignant est restreint par la politique malthusienne des instances ministérielles.

Dans ces conditions, la tâche des élus au CNU peut paraître particulièrement délicate.

Défendre la science politique implique pourtant de procéder à la qualification aux fonctions de maître de conférence en ne prenant en considération que les seules qualités des candidats, indépendamment de toute référence au nombre de postes ouverts annuellement.

Le même esprit doit présider aux procédures d'avancement des maîtres de conférences et des professeurs : la faiblesse du nombre d'avancements au choix –consentis par le ministère- ne peut pas signifier que l'ancienneté dans un corps suffise pour être promu.

Nous entendons en conséquence défendre la science politique en respectant, pour procéder aux qualifications et aux avancements, les critères suivants :

- la qualité scientifique intrinsèque des travaux qui nous sont soumis, quelle que soit la sous-discipline et l'école auxquelles ils se rattachent
- l'engagement actif dans la recherche nationale et internationale et l'implication dans les laboratoires dont dépendent les candidats
- les différents types d'enseignement auxquels ont déjà pu prendre part les candidats aux fonctions de maître de conférence et ceux auxquels se consacrent les candidats à l'avancement
- pour ces derniers, l'engagement dans les activités d'administration de la recherche et/ou de l'enseignement de la science politique.

Enfin, considérant le CNU comme une instance collective devant défendre la place de notre discipline dans les cursus universitaires contre toutes les réformes tendant à réduire son périmètre, nous nous engageons à y participer activement .

Liste:

Françoise Dreyfus (UFR de Science politique, Paris I)

Olivier Nay (UFR de Science politique, Lille II)

Brigitte Le Grignou (IERES, Paris -Dauphine)

Vincent Dubois (IEP –Strasbourg III)

Jean-Claude Colliard (UFR de Science politique, Paris I)